

ARRÊTÉ DE MISE A L'ENQUÊTE PUBLIQUE

Du 29-12-2025

Élaboration du Plan Local d'Urbanisme (PLU)

COMMUNE DE MONTIGNAC-TOUPINERIE

Le Maire,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code de l'Urbanisme et notamment les articles L 153-19 et suivants et R.153-8 et suivants ;

Vu le Code de l'Environnement et notamment les articles L.123-1 et suivants, et R.123-1 et suivants ;

Vu la loi n° 83-630 du 12 juillet 1983 relative à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement ;

Vu le décret n°85-453 du 23 août 1985 pris pour l'application de la loi du 12 juillet 1983 modifiant diverses dispositions du Code de l'Urbanisme ;

Vu la loi n°2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement, et notamment l'article 236 ;

Vu le décret du 24 avril 2011-2018 du 29 décembre 2011 portant réforme de l'enquête publique relative aux opérations susceptibles d'affecter l'environnement ;

Vu la délibération en date du 28 juillet 2022 prescrivant l'élaboration du Plan Local d'Urbanisme ;

Vu la délibération en date du 28 avril 2025 prenant acte du débat sur les orientations générales au sein du conseil municipal et leurs approbations ;

Vu la délibération en date du 21/07/2025 du conseil municipal arrêtant le projet du Plan Local d'Urbanisme ;

Vu les pièces du dossier de Plan Local d'Urbanisme soumis à l'enquête publique ;

Vu les avis des différentes Personnes Publiques Associées ou consultées ;

Vu l'avis de la MRAe en date du 17 novembre 2025 ;

Vu l'avis de la CDPENAF en date du 21 novembre 2025

Vu l'ordonnance en date du 29 septembre 2025 de M. le Président du Tribunal Administratif de Bordeaux désignant M.SARRAT Emilio, commissaire enquêteur et M.JOUSSAIN Christian comme suppléant.

ARRETE :

Article 1^{er} : Objet et durée de l'enquête publique

Il sera procédé à une enquête publique, sur les dispositions du projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme de la commune de Montignac-Toupinerie sur une durée de 31 jours consécutifs, du lundi 26 janvier 2026 à 09h00 au mercredi 25 février 2026 à 18h00.

La mairie de la commune précitée, sise 873 route des deux églises 47350 Montignac-Toupinerie, est désignée siège de l'enquête publique.

Article 2 : Désignation du commissaire enquêteur

Par décision n° E25000165/33, en date du 29 septembre 2025, Monsieur le Président du tribunal administratif de Bordeaux a désigné Monsieur Emilio SARRAT, en qualité de commissaire enquêteur et, Monsieur Christian JOUSSAIN en qualité de commissaire enquêteur suppléant.

Article 3 : Modalités de consultation du dossier d'enquête publique

Le dossier d'enquête et un registre d'enquête à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, seront déposés à la mairie de Montignac-Toupinerie du lundi 26 janvier 2026 à 09h00 au mercredi 25 février 2026 à 18h00.

Ainsi, le public pourra prendre connaissance du dossier d'enquête aux jours et heures habituels d'ouverture de la mairie soit les lundi de 09h00 à 12h00 et les vendredi de 14h00 à 18h00.

Pendant toute la durée de l'enquête :

- Un accès gratuit au dossier d'enquête sera ouvert au public sur un poste informatique mis à disposition à la mairie de Montignac-Toupinerie (siège de l'enquête publique), aux jours et heures d'ouverture habituels des bureaux cités ci-dessus ;
- Le dossier soumis à enquête pourra également être consulté sur le site internet de la mairie : montignac-toupinerie.fr

Toute personne pourra, sur sa demande et à ses frais, obtenir communication du dossier d'enquête publique auprès de la Mairie dès la publication du présent arrêté.

Article 4 : Modalités de dépôt des observations et propositions par le public

Pendant toute la durée de l'enquête publique, le public pourra déposer ses observations et propositions selon les modalités suivantes :

- Soit (comme indiqué à l'article 3 qui précède) sur le registre d'enquête papier, à feuillets non mobiles, coté et paraphé par le commissaire enquêteur, déposé à la mairie, 1 place de la Mairie, 47800 Montignac-Toupinerie et accessible les lundis de 09h00 à 12h00 et les vendredi de 14h00 à 18h00. Soit lors des permanences, tenues par le commissaire enquêteur, aux jours et horaires détaillés à l'article 5 ci-après.
- soit en les adressant par écrit à Monsieur le commissaire enquêteur, domicilié 873 route des deux églises, 47350 Montignac-Toupinerie ;
- soit par courriel à l'adresse électronique : mairie.montignactoupinerie@sfr.fr

Ces correspondances devront parvenir pendant la durée de l'enquête publique, soit du lundi 26 janvier 2026 à 09h00 au mercredi 25 février 2026 à 18h00.

AR Prefecture

047-214701898-20251229-29_12_2025-AR
Reçu le 05/01/2026

Les observations et propositions du public transmises par voie électronique seront intégrées, au sein du registre dématérialisé dans les meilleurs délais, sur le site internet : montignac-toupinerie.fr

Les observations et propositions du public transmises par voie postale ainsi que les observations écrites reçues par le commissaire enquêteur seront regroupés et consultables au siège de l'enquête publique.

Les observations et propositions du public sont communicables aux frais de la personne qui en fait la demande pendant toute la durée de l'enquête publique.

Article 5 : Permanences du commissaire enquêteur

Le commissaire enquêteur se tiendra à la disposition du public, en Mairie de Montignac-Toupinerie, pour recevoir ses observations et propositions sur le projet d'élaboration du Plan Local d'Urbanisme arrêté, aux jours et heures suivants :

- Lundi 26 janvier 2026 de 09h00 à 12h00 ;
- Vendredi 06 février 2026 de 14h00 à 18h00 ;
- Vendredi 13 février 2026 de 14h00 à 18h00 ;
- Samedi 21 février 2026 de 09h00 à 12h00.

Article 6 : Publicité de l'enquête publique et demande d'information

Un avis au public faisant connaître l'ouverture de l'enquête publique sera publié, en caractères apparents, quinze jours au moins avant le début de l'enquête et rappelé dans les huit premiers jours de celle-ci, dans deux journaux régionaux ou locaux diffusés dans le département : « Le Républicain » et « Médialex ». Une copie des publications dans la presse sera annexée au dossier soumis à enquête.

Quinze jours au moins avant le début de l'enquête et pendant toute la durée de celle-ci, cet avis sera également publié, par voie d'affiches sur les panneaux d'affichage communaux et sur le site internet de la commune montignac-toupinerie.fr.

L'accomplissement de ces mesures de publicité sera certifié par le responsable du projet du PLU qui remettra au commissaire enquêteur, à l'issue de la période d'enquête, un certificat attestant le respect de la période d'affichage.

Article 7 : Demande d'information

Toute information relative au projet du Plan Local d'Urbanisme où à la présente enquête publique pourra être demandée auprès de la commune de Montignac-Toupinerie (téléphone 05.53.83.60.65)

Personne responsable Monsieur Christophe VERGNE, le Maire.

Article 8 : Clôture de l'enquête publique

À l'expiration du délai de l'enquête prévu à l'article 1^{er} du présent arrêté, le registre d'enquête et, le cas échéant, les documents, annexés seront transmis sans délai au commissaire enquêteur. Ce dernier clôturera ledit registre d'enquête.

Dans un délai de huit jours à compter de la réception du registre et éventuellement des documents annexés, le commissaire enquêteur rencontrera le responsable du projet du PLU, et lui communiquera sous forme d'un procès-verbal de synthèse, les observations du public, écrites et orales, formulées dans le cadre de l'enquête publique.

Le responsable du projet disposera alors d'un délai de 15 jours pour produire ses observations sur le procès-verbal de synthèse.

Le commissaire enquêteur disposera d'un délai de trente jours, à compter de la date de clôture de l'enquête publique, pour transmettre, au maire de la commune de Montignac de Lauzun, son rapport et ses conclusions motivées, accompagnés du dossier d'enquête.

Il adressera simultanément une copie de son rapport et de ses conclusions au Président du Tribunal Administratif de Bordeaux.

Une copie du rapport et des conclusions motivées du commissaire enquêteur sera déposée à la mairie de Montignac-Toupinerie pour y être tenue à la disposition du public, aux jours et horaires d'ouvertures, pendant un an à compter de la date de clôture de l'enquête.

Dans les mêmes conditions de délai, les documents précités seront mis en ligne sur le site internet montignac-toupinerie.fr

Article 9 : Décision

À l'issue de l'enquête publique, le projet du Plan Local d'Urbanisme éventuellement modifié pour tenir compte des avis joints au dossier d'enquête sous réserve que l'économie générale du projet ne soit pas remise en cause, des observations du public, du rapport et conclusions motivées du commissaire enquêteur, sera soumis à délibération du conseil municipal de la commune de Montignac-Toupinerie.

Article 10 : Exécution et transmission du présent arrêté

Monsieur la maire de Montignac-Toupinerie et Monsieur le commissaire enquêteur sont chargés, chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté.

Copie du présent arrêté sera adressée à :

- Monsieur le Préfet du département de Lot-et-Garonne ;
- Monsieur le Sous-Préfet chargé de l'arrondissement de Marmande ;
- Monsieur le commissaire enquêteur.

Fait à Montignac-Toupinerie, le 29 décembre 2025

